



Budget Economique Prévisionnel 2013

**Intervention de
Monsieur Ahmed Lahlimi Alami,
Haut-Commissaire au Plan**

**à la Conférence de Presse
sur la situation de l'économie nationale en 2012
et les perspectives en 2013**

Casablanca, le mercredi 6 février 2013

Situation de l'économie nationale en 2012 et les Perspectives en 2013

- Croissance économique en ralentissement en 2012 à 2,7% et en amélioration en 2013 à 4,8% ;
- La valeur ajoutée du secteur primaire : d'une baisse de 8,7% en 2012 à une hausse de 6,1% en 2013 ;
- Légère décélération du dynamisme des activités non agricoles avec un rythme de 4,8% en 2012 et de 4,6% en 2013 ;
- Evolution du déficit courant des échanges extérieurs, de 8,4% du PIB à 6,8% ou bien à 9% en 2013, en fonction des scénarios de financement
- Légère hausse du niveau général des prix (Prix implicite du PIB) de 1,3% en 2012 et à 2% en 2013 ;

Le budget économique prévisionnel présente une estimation des principaux agrégats de l'économie nationale en 2012 et les prévisions de leurs évolutions en 2013. Il se base sur les résultats des enquêtes trimestrielles et les travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut-Commissariat au Plan et intègre les nouvelles tendances de l'environnement international, ainsi que les principales dispositions de la loi de finances 2013.

1-L'environnement international

L'économie mondiale a continué à subir la perdurance des effets de la crise financière internationale de 2008 et 2009. Après une première phase où leurs interventions se sont focalisées sur le rétablissement de la solvabilité du système bancaire et la relance de l'activité économique, les Etats des pays développés ont dû faire face aux pressions des marchés financiers dans la gestion de leurs dettes souveraines. Ils ont eu, à cet effet, recours à des politiques budgétaires restrictives qui ont bridé leurs croissances économiques et détérioré leurs situations sociales.

Dans ces conditions, l'économie mondiale¹ a continué à progresser à un rythme modeste de 3,2% en 2012 après 3,9% en 2011 et 5,1% en 2010. La zone

¹Selon les perspectives du FMI publiées en janvier 2013, et les perspectives de l'OCDE, de la Commission Européenne et de la Banque Mondiale publiées fin 2012.

Euro, en récession, avec une croissance négative de 0,4% et la faible reprise des économies des États-Unis d'Amérique et du Japon, enregistrant respectivement une croissance de 2,3% et de 2% ont négativement impacté le dynamisme des économies émergentes et en développement dont le taux de croissance est passé de 6,2% en 2011 à 5,3% en 2012.

L'économie mondiale devrait continuer, au cours de l'année 2013, voire au-delà, à être marquée par des incertitudes dont l'issue resterait suspendue à la capacité de la zone Euro, d'un côté, et des États-Unis d'Amérique de l'autre côté, à promouvoir des politiques budgétaires et monétaires de nature à relancer l'économie et l'emploi dans leurs pays respectifs. En 2013, la croissance économique mondiale devrait se situer aux environs de 3,5%, avec un rythme modeste de 1,4% dans les pays développés et de 5,5% dans les économies émergentes et en développement. La tendance à la baisse des prix des matières premières devrait, par conséquent, apaiser les tensions inflationnistes dont le taux devrait passer de 2% à 1,6% dans les pays avancés, et se maintenir à 6,1% en 2013 dans les pays émergents et en développement.

2-L'économie nationale en 2012 et 2013

2-1-Situation économique en 2012

L'économie nationale a été marquée en 2012 par la baisse de la production agricole et la poursuite de la résilience des activités non agricoles dans le contexte international contraignant.

La valeur ajoutée du secteur primaire aurait, ainsi, affiché un repli de 8,7% en 2012, après la hausse de 5,1% en 2011, et ce, en raison de la baisse de 39,2% de la production céréalière durant la campagne agricole 2011/2012. Elle est passée de 84 millions de quintaux en 2011 à 51 millions de quintaux en 2012.

En revanche, les activités non agricoles, bien qu'en léger ralentissement, auraient réalisé un taux de croissance de 4,8% en 2012, contre 5,3% en 2011, bénéficiant des effets de la hausse de 13,6% des dépenses de fonctionnement et de 12,6% de l'investissement public consolidé. Dans ce cadre, le secteur secondaire aurait enregistré une croissance de 3,2% après 4% en 2011. Le dynamisme des activités énergétiques, du bâtiment et travaux publics et des industries de construction automobile aurait relayé la modération de la contribution des activités des phosphates et celui des industries électriques et électroniques (composants électriques et fils et câbles pour l'électricité), qui avaient contribué largement au dynamisme économique des dernières années, auraient enregistré une croissance modérée. Parallèlement, les activités du secteur tertiaire auraient globalement progressé de 5,7% après 6% en 2011, sous l'effet, en particulier, de l'amélioration de la valeur ajoutée des postes et

télécommunications, des services rendus aux entreprises et des services fournis par les administrations publiques.

Dans ces conditions, la Produit Intérieur Brut aurait réalisé un taux de croissance estimé à 2,7% en 2012, légèrement supérieur à 2,4% annoncé dans le budget économique exploratoire publié au mois du juin 2012. Il reste, cependant, inférieur au taux de 5% enregistré en 2011. Cette croissance économique continue à être tirée par la demande intérieure (consommation finale nationale et investissement brut) dans un contexte de maîtrise de l'inflation.

➤ La Demande intérieure en 2012

La consommation finale nationale aurait enregistré une hausse de 4,8% après 6,7% en 2011. Sa contribution à la croissance du PIB serait, ainsi, passée de 5 à 3,7 points.

Dans ce cadre, la consommation des ménages aurait connu un léger ralentissement, en raison d'une baisse des revenus des ménages et de l'autoconsommation en produits agricoles. Elle se serait accrue de 4,8% en volume en 2012 après 7,4% en 2011. Sa contribution à la croissance aurait reculé de 4,2 points en 2011 à 2,8 points en 2012.

En revanche, la consommation publique aurait augmenté de 5% en volume après 4,6% en 2011. Sa contribution à la croissance serait, ainsi, passé de 0,8 à 0,9 point, bénéficiant de l'augmentation des dépenses publiques de fonctionnement en biens et services et de la masse salariale.

La formation brute du capital fixe se serait, de son côté, accrue au rythme de 2,7% avec une contribution à la croissance maintenue à 0,8 point, au même niveau qu'en 2011. Néanmoins, la variation des stocks aurait été en recul de 27% en volume, avec une contribution négative de l'ordre de 1,4 point à la croissance, après une contribution positive de 0,5 point en 2011.

Au total, avec une baisse de sa croissance de 5,8% en 2011 à 2,8% en 2012, la demande intérieure aurait, ainsi, enregistré une baisse de sa contribution à la croissance de 6,3 à 3,2 points.

➤ La Demande extérieure en 2012

Les exportations de biens et services auraient enregistré une hausse de 0,8% au lieu de 2,1% en 2011, attribuable, en particulier, à la croissance remarquable des exportations des produits énergétiques, des voitures de tourisme et de certains produits alimentaires. L'émergence de ces nouveaux produits à l'export aurait compensé la baisse du dynamisme des exportations des phosphates et dérivées et des produits électriques et électroniques.

Les importations de biens et services auraient connu, de leur côté, un net ralentissement. Leur rythme de croissance, en volume, serait passé de 5% en 2011 à 1,6%. Ce ralentissement intervenu, pour la première fois depuis 2009, aurait bénéficié de la baisse de rythme des importations des demi-produits et des produits bruts, en particulier, sans cependant affecter celles des biens d'équipement et des produits finis de consommation.

Globalement, la demande extérieure (exprimée par le solde de la balance commerciale en biens et services), aurait affiché un allègement significatif de sa contribution à la croissance du PIB, passant de -1,5 point en 2011 à -0,5 point en 2012.

➤ **L'évolution du niveau général des prix**

En 2012, l'effet de ralentissement de la demande intérieure sur les prix aurait été atténué par la répercussion d'une partie de l'inflation importée sur les prix intérieurs, notamment la hausse des prix des produits énergétiques. Ainsi, le niveau général des prix (appréhendée par le prix implicite du PIB) aurait progressé de 1,3% en 2012 au lieu de 0,1% en 2011.

➤ **Le financement de l'économie en 2012**

L'épargne intérieure, mesurée par l'écart, en valeur, entre le PIB et la consommation finale nationale serait passée, de 183,7 milliards de dirhams en 2011 à 172,8 milliards de dirhams. Sa part dans le PIB de 22,9% en 2011 a baissé à 20,7%.

Les revenus nets en provenance du reste du monde auraient continué à se dégrader, enregistrant une baisse de 6,7% après 5% en 2011. Cette évolution trouve son origine dans le recul de 4% des transferts des marocains résidant à l'étranger (MRE). La part de ces revenus nets est, ainsi, passée de 5,3% du PIB en 2011 à 4,5%.

Au total, l'épargne nationale serait passée de 224 milliards de dirhams en 2011 à 217,4 milliards de dirhams. De 27,9% en 2011, sa part dans le PIB aurait baissé à 26,1% en 2012.

De son côté, l'investissement brut (Formation brute de capital fixe et la variation des stocks) aurait été maintenu à un niveau élevé, grâce en particulier, à des investissements publics consolidés en progression² de 12,6%. Sa part dans le PIB aurait, cependant, légèrement baissé, passant de 36% en

² Les investissements publics sont passés de 167 milliards de dirhams en 2011 à 188 milliards de dirhams en 2012

2011 à 34,5%, en raison d'une baisse de la variation des stocks, aux prix courants de 28,5% et au ralentissement de l'investissement privé.

Le déficit du compte épargne-investissement **qui exprime les besoins de financement** de l'économie nationale, ne cesse, dans ces conditions, de s'élever d'une année à l'autre. Il aurait atteint 8,4% du PIB après 8,1% en 2011 et 4,4% en 2010. A l'origine de cette dégradation, le déficit des finances publiques serait passé de 6,2% du PIB en 2011 à environ 7%, détériorant le compte courant de la balance de paiement et alimentant l'endettement public dont le taux frôle, aujourd'hui, le seuil fatidique de 60% du PIB.

A défaut de couvrir ce déficit par des investissements directs étrangers (IDE) et des emprunts extérieurs, le pays a dû continuer de puiser dans ses réserves en devises. Après avoir baissé de 12,4% en 2011, les avoirs extérieurs nets ont connu une nouvelle baisse de 18% ramenant leur montant à 138 milliards de dirhams, équivalent à 4 mois d'importations des biens et services, au lieu de 5,1 mois en 2011. Cette situation est à l'origine de la persistance de la sous-liquidité qui a marqué, au cours de ces dernières années, le marché monétaire. Ainsi, la masse monétaire a enregistré un ralentissement de son rythme de croissance, passant de 6,9% en 2011 à 4,7%. Parallèlement, l'encours des crédits à l'économie a connu une augmentation de 6% au lieu de 10,3% en 2011.

2-2- Situation économique prévue en 2013

Les perspectives économiques nationales en 2013 ont été élaborées sur la base des dispositions de la Loi de Finances 2013 et d'un ensemble d'hypothèses en relation avec l'évolution de la conjoncture nationale et internationale.

Les principales dispositions de la Loi de Finances 2013 portent sur la hausse de la masse salariale publique de 1,3% après 9,2% en 2012, l'accroissement des dépenses de fonctionnement hors salaires de 6,9% et le soutien des prix à la consommation, avec des charges de compensation de l'ordre de 40 milliards de dirhams, après 53 milliards de dirhams en 2012. L'investissement public global, de son côté, devrait se maintenir à 180 milliards de dirhams, en baisse de 4% par rapport à son niveau de 2012.

Les prévisions pour 2013 s'inscrivent dans le scénario d'une production céréalière moyenne de 70 millions de quintaux et d'une consolidation des performances des autres cultures et de l'élevage.

Ces prévisions tiennent compte des incertitudes qui pèsent sur la croissance de l'économie mondiale et des effets de son évolution prévisible notamment, sur la demande extérieure adressée au Maroc, les prix des matières premières et la parité euro/dollar. La demande mondiale adressée au Maroc connaîtrait une progression de 4% en 2013 au lieu de 2% en 2012. Elle proviendrait, en particulier, des pays émergents et en développement à un rythme de 7,9%, des Etats-Unis d'Amérique à un rythme de 4,5% et de la zone Euro à un rythme

modeste d'environ 2%. Le cours moyen du pétrole serait en baisse, passant de 105 dollars /baril en 2012 à 99,7 dollars en 2013. Le cours moyen des autres matières premières non énergétiques continuerait sa tendance baissière à un rythme de 3%, après un recul de 9,8% en 2012. De son côté, la parité euro-dollar devrait connaître une hausse, passant de 1,27 en 2012 à 1,33. Après avoir baissé de 4% en 2012, les transferts des marocains résidant à l'étrangers se stabiliseraient en 2013. Les recettes touristiques, qui avaient baissé de 1,6% en 2012, connaîtraient une légère hausse de 1%, alors que les investissements directs étrangers (IDE) consolideraient leur rythme d'accroissement à 3%.

Sur la base de ces hypothèses, les activités non agricoles s'accroîtraient de 4,6% au lieu de 4,8% estimé pour 2012. La valeur ajoutée du secteur primaire devrait progresser de 6,1% après avoir connu un repli de 8,7% en 2012.

Le produit intérieur brut devrait, ainsi, s'accroître de 4,8% en 2013 au lieu de 2,7% en 2012. Au cas où les conditions climatiques devaient rester favorables notamment au printemps, la valeur ajoutée du secteur primaire pourrait connaître une hausse de 13,6% et porterait cette croissance à 5,4%.

En restant dans le scénario **d'une croissance de 4,8% en 2013**, la demande intérieure devrait rester le moteur de la croissance économique sous l'effet de la poursuite du dynamisme de la consommation finale nationale et de l'investissement brut. Ce dynamisme continuerait à être nourri par la politique budgétaire expansive et une amélioration des revenus agricoles dans un contexte de maîtrise de l'inflation.

➤ **La Demande intérieure en 2013**

La consommation des ménages s'accroîtrait de 6% profitant des effets de la baisse prévisible des prix des matières énergétiques et alimentaires importées, et de l'augmentation de l'autoconsommation dans le monde rural. Sa contribution à la croissance du PIB serait de 3,6 points. La consommation des administrations publiques, de son côté, augmenterait de 3%, avec une contribution à la croissance de 0,6 point.

La consommation finale nationale devrait, ainsi, enregistrer une hausse de 5,3% en volume. Sa contribution à la croissance se situant à 4,2 points.

L'investissement brut s'accroîtrait de 4,3% en volume et sa contribution à la croissance serait de 1,5 point, après une contribution négative de 0,6 point en 2012. La formation brute du capital fixe (FBCF), qui en constitue la composante principale, devrait s'accroître de 4,5% et sa contribution à la croissance devrait passer de 0,8 point en 2012 à 1,4 point. La variation des stocks, qui en constitue la deuxième composante devrait se stabiliser, après une baisse de 27% en 2012. Sa contribution serait de 0,1 point à la croissance, après avoir été négative de 1,4 point en 2012.

Au total, la demande intérieure devrait s'accroître de 5% en volume, au lieu de 2,8% en 2012. Sa contribution à la croissance serait de 5,7 points, au lieu de 3,2 points en 2012.

➤ **La Demande extérieure en 2013**

Les exportations de biens et services connaîtraient une amélioration de 2,3% en volume au lieu de 0,8% en 2012, alors que la hausse des importations serait de 3,4% marquant, ainsi, une forte baisse de leur rythme par rapport aux niveaux qu'il avait au cours des années antérieures à 2012. La baisse prévisible, au plan international, des prix des matières premières, ainsi que le volontarisme politique affiché de réduire le rythme des importations pourraient être à l'origine de ce ralentissement.

La demande extérieure devrait, ainsi, continuer à connaître une contribution négative à la croissance du PIB de 0,9 point, sous l'effet de la persistance de la récession des économies européennes, du dynamisme de la demande intérieure et de la faible compétitivité de l'économie nationale.

➤ **L'évolution du niveau général des prix**

Dans ce contexte, le niveau général des prix se situerait aux alentours de 2% au lieu de 1,3% estimé pour 2012. Les subventions arrêtées pour 2013, en baisse par rapport à leur niveau de 2012, devraient ainsi réduire l'effet de la baisse prévisible de l'inflation importée sur les prix intérieurs.

➤ **Le Financement de l'économie en 2013**

L'épargne intérieure, après avoir connu une tendance baissière depuis 2010, connaîtrait une augmentation de 6% portant son montant à 183 milliards de dirhams. Avec une augmentation, en valeur, de 7% de la consommation finale nationale, d'un côté, et du PIB de l'autre, elle représenterait 20,6% du PIB, restant au même niveau qu'en 2012.

Les revenus nets en provenance du reste du monde, compte non tenu des transferts publics courants prévus par le partenariat stratégique du Maroc avec le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), devraient représenter environ 3,3% du PIB, contre 4,5% en 2012.

L'épargne nationale devrait, sur la base de ces hypothèses, baisser de 26,1% du PIB en 2012 à 25,6%. Le **taux d'investissement brut** étant prévu à 34,5% du PIB, le compte épargne-investissement se solderait par un besoin de financement de l'ordre de 9% du PIB, après avoir été de 8,4% en 2012 et 8,1% en 2011.

Le financement de ce déficit, dans l'hypothèse retenue d'une augmentation de 3% des IDE et avec l'objectif de maintien du taux d'endettement public direct à 60% du PIB, devrait être, dès lors, assuré par le recours aux stocks des

réserves en devises. Dans ce cas, les avoirs extérieurs nets représenteraient 2,5 mois d'importations en biens et services au lieu de 4 mois en 2012 et 5,1 mois en 2011.

Dans le cas que nous posons comme le plus probable où le Maroc bénéficierait de 2,5 milliards de dollars du partenariat stratégique avec le CCG, le déficit de financement de l'économie nationale se situerait à 6,8% du PIB. De 2,5 mois d'importations, les réserves en devises représenteraient, alors, 3 mois.

Les conclusions de ce budget économique prévisionnel 2013 :

Au cours des années 2012 et 2013, le Maroc peut se prévaloir d'avoir réalisé, au cours de la dernière décennie, un développement économique et social remarquable. Un taux d'investissement parmi les plus élevés au monde. Une consommation et un pouvoir d'achat en constante amélioration. Des exportations déclinant une émergence de nouveaux produits et d'une diversification de leurs débouchés. Une relative résilience des activités non agricoles aux effets de la perdurance de la crise économique internationale. D'une façon générale, la croissance économique se maintient et sa dépendance des conditions climatiques se réduit.

Cependant, le maintien de l'investissement public à un niveau élevé et la progression à un rythme soutenu de la consommation finale nationale ne cessent d'accentuer le déficit budgétaire de l'Etat et, par là, celui des échanges extérieurs dans un contexte de faible compétitivité de notre économie.

La nature expansive de la politique budgétaire, qui a soutenu notre modèle de développement, révèle, aujourd'hui, ses limites. La maîtrise de l'inflation par le biais de la subvention des prix financée par les ressources internes continue à augmenter la dette publique intérieure et à réduire le financement du secteur privé, au moment où le déficit primaire ne cesse de s'accroître et amène le pays à emprunter pour faire face aux échéances de ses dettes. Dans ces conditions, la sous-liquidité du marché monétaire pourrait devenir structurelle et la marge de manœuvre de la politique monétaire se réduire au détriment d'un financement adapté aux besoins réels des différentes catégories d'entreprises.

Des questions fondamentales mériteraient d'être, à cet égard, soulevées dans une réflexion sur la croissance économique de notre pays au-delà de 2013. Quelles réformes structurelles doivent être mises en œuvre pour inciter le capital privé national à investir dans les nouvelles sources sectorielles et technologiques de la compétitivité de demain dont notre pays connaît une récente émergence sous une forte impulsion royale? Quel modèle de consommation permettrait d'accroître l'épargne intérieure sans compromettre l'égalité des chances au profit de « l'égalité des places » et les intérêts des générations futures au profit de ceux des générations actuelles ? Quel modèle de réallocation des ressources financières nationales permettrait de donner

une plus grande marge de manœuvres à la politique monétaire pour un meilleur financement des entreprises et leur plus grand accès aux marchés des capitaux ?

La soutenabilité des équilibres macroéconomiques semble, ainsi, devoir aujourd'hui, s'inviter, plus que jamais, à une réévaluation de notre modèle de croissance dans sa triple dimension de l'investissement, de la consommation et en particulier du financement. Il y a là, de toute évidence, matière à débat où tous les acteurs de la vie nationale devraient être impliqués pour une appropriation collective des nouvelles exigences du processus d'édification de ce grand projet de société moderne et démocratique dans lequel notre pays s'est engagé sous les Hautes Directives et le Leadership de Sa Majesté Le Roi.

Le HCP se propose d'apporter sa modeste contribution à ce débat, en mettant en chantier un programme d'études sur quelques aspects. Une étude sur l'évaluation de l'efficacité des investissements réalisés dans notre pays dans le but de hiérarchiser les niveaux de leur contribution à la croissance économique par secteur et par agent économique et de prospector les forces et les faiblesses à l'origine de leur choix et leur gestion.

Par ailleurs, une autre étude est engagée pour analyser la compétitivité de notre commerce extérieur et évaluer les revenus qu'il rapporte par produit et par débouché dans le but de déterminer, parmi ces produits, ceux qui bénéficient du plus grand avantage comparatif actuel et futur.

Nous avons, également, engagé une approche théorique et empirique sur l'interaction entre croissance économique, taux d'intérêt, taux de change et inflation, dans un contexte national où les mécanismes de transmission d'une politique monétaire sur l'économie réelle prennent une place centrale dans le rétablissement des équilibres macroéconomiques.

Je voudrais, enfin, rappeler que le HCP a, par ailleurs, programmé pour 2013-2014, la réalisation du recensement général de la population et de l'habitat, à côté de deux enquêtes portant, l'une sur l'évolution des structures économiques depuis 2007, l'autre sur la consommation et les revenus des ménages. Une enquête sur le secteur informel de l'économie marocaine est, également, programmée et se propose, non seulement d'actualiser celle qui avait été réalisée en 2007, mais aussi d'analyser les facteurs socioéconomiques et culturels qui déterminent les opérateurs opérant dans ce secteur à y entrer ou à en sortir.

Annexes du Budget Économique Prévisionnel 2013

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En volume selon les prix de l'année précédente (en %)

Rubriques	2010	2011	2012*	2013**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	-2,3	5,1	-8,7	6,1
• Valeurs ajoutées non agricoles.....	4,4	5,3	4,8	4,6
➤ Secteur Secondaire.....	6,4	4,0	3,2	4,0
➤ Secteur tertiaire.....	3,3	6,0	5,7	4,9
Valeur ajoutée totale.....	3,3	5,2	2,7	4,8
Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS).....	6,7	2,7	2,7	4,6
PIB non agricole	4,7	5,0	4,6	4,6
PIB en volume.....	3,7	5,0	2,7	4,8
Variation du prix implicite du PIB	0,6	0,1	1,3	2,0

(*) : Estimation pour 2011 (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2013.

Equilibre Ressources-Emplois en volume et autres indicateurs macroéconomiques

Variation en %

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
PIB.....	3,7	5,0	2,7	4,8
Consommation finale, dont:	1,5	6,7	4,8	5,3
- Ménages résidents.....	2,2	7,4	4,8	6,0
- Administrations publiques...	-0,9	4,6	5,0	3,0
FBCF.....	-0,7	2,5	2,7	4,5
Exportations de biens et services.....	16,6	2,1	0,8	2,3
Importations de biens et services.....	3,6	5,0	1,6	3,4
Epargne intérieure en % du PIB).....	25,2	22,9	20,7	20,6
Epargne nationale en % du PIB	30,8	27,9	26,1	27,8
Investissement brut en % du PIB	35,1	36,0	34,5	34,5
Besoin de financement de l'économie (en % du PIB).....	-4,4	-8,1	-8,4	-6,8

NB : -Variations en % aux prix de l'année précédente. Et ratios en % du PIB courant.

- (*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2013

Equilibre Ressources-Emplois Aux prix courants

Variation en %

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
PIB.....	764302 4,3%	802607 5,0%	834622 4,0%	891801 6,9%
Consommation finale, dont :	571485 3,6%	618891 8,3%	661765 6,9%	708461 7,1%
- Ménages résidents.....	437547 4,6%	472559 8,0%	501385 6,1%	543000 8,3%
- Administrations publiques.	133397 0,4%	146332 9,3%	160380 9,6%	165461 3,2%
FBCF.....	234407 3,6%	246394 5,1%	257482 4,5%	267781 4,0%
Variation des stocks.....	34027	42547	30441	40040
Exportations de biens et services.....	253941 20,8%	285530 12,4%	296384 3,8%	309432 4,4%
Importations de biens et services.....	329053 13,2%	390755 18,8%	411450 5,3%	433913 5,5%

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants. -Variations en %.

- (*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut-commissariat au Plan. Janvier 2013.